



Introduction aux cahiers des clauses techniques particulières

Objet

Affrètement de navires support professionnels de taille moyenne, sans cabines à bord, pour accueillir jusqu'à 10 archéologues-plongeurs avec équipements, avec un retour au port chaque soir, selon les zones géographiques d'intervention (Domaine Public Maritime-DPM) suivantes et espaces proches :

- **Lot 1** : le DPM de la Guadeloupe et de la Martinique ;
 - **Lot 2** : le DPM de Saint-Martin et Saint-Barthélemy ;
 - **Lot 3** : le DPM de la Guyane ;
 - **Lot 4** : le DPM de La Réunion ;
 - **Lot 5** : le DPM de Mayotte.
-

I – Présentation de l’Inrap

Créé par la loi de 2001 sur l’archéologie préventive, l’Institut national de recherches archéologiques préventives est un établissement public placé sous la tutelle des ministères de la Culture et de la Recherche. Il assure la détection et l’étude du patrimoine archéologique en amont des travaux d’aménagement du territoire. Il est compétent sur l’ensemble du territoire, pour toutes les périodes, de la Préhistoire à nos jours. Il intervient dans tout type de contexte : urbain, rural, subaquatique et sous-marin, tracés autoroutiers et ferrés, réseaux électriques ou gaziers.

Il réalise chaque année quelque 1 800 diagnostics archéologiques et plus de 200 fouilles pour le compte des aménageurs privés et publics, en France métropolitaine et outre-mer. À l’issue des chantiers, l’Inrap assure l’analyse et l’interprétation des données de fouille et leur diffusion auprès de la communauté scientifique. Ses missions s’étendent à la diffusion de la connaissance archéologique au public le plus large : visites de chantiers, expositions, publications, conférences, production audiovisuelle, etc.

Ses 2 000 agents, dont environ 1650 agents opérationnels et 350 agents fonctionnels, répartis dans 8 directions régionales et interrégionales, 42 centres de recherche et un siège à Paris, en font le plus grand opérateur de recherche archéologique européen.

L’Inrap, établissement public à caractère administratif, est soumis au code de la commande publique.

La présentation de l’organisation de l’Inrap est également accessible sur internet via le lien suivant : www.inrap.fr

II – Présentation du Pôle des activités subaquatiques

Rattaché au siège à Paris, le Pôle des activités subaquatiques est un service opérationnel créé en 2011 pour répondre aux prescriptions en archéologie préventive des Services Régionaux de l’Archéologie (SRA) pour le domaine fluvial, et à celles du Département de recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines (Drassm) pour le domaine public maritime.

Le périmètre d’intervention du pôle comprend donc toutes les étendus d’eau douce (lacs, fleuves, rivières, canaux) et les eaux territoriales des façades maritimes métropolitaines et ultramarines (étendues à la zone contiguë).

Le Pôle dispose d’un ensemble d’équipements pour la plongée autonome et des matériels techniques nécessaires à la réalisation de ses opérations immergées (navires supports surface légers, compresseur, motopompes, etc...) et recourt, en ce qui concerne certains aspects techniques particuliers (acquisition et le traitement des données géophysiques subaquatiques, matériels d’inspection et d’expertise sous-marines robotisés, navire-support de taille moyenne) à des entreprises prestataires spécialisées dans ces domaine.

Les opérations d’archéologie préventive sur le DPM devant être réalisées par l’Inrap sont entièrement dépendantes des prescriptions de l’Etat : le volume annuel et les surfaces ne peuvent être anticipés. Les surfaces et sites à investiguer vont de quelques centaines de m² à plusieurs centaines d’hectares selon la nature et la localisation de la prescription.

De plus, le Drassm effectue un contrôle scientifique des opérations archéologiques menées par l’Inrap.

A ce titre, pour les interventions en plongée humaine, l’Inrap reçoit des recommandations concernant les spécifications techniques.

III – Objet du marché

Le présent marché, divisé en 5 lots, a pour objet de soutenir techniquement les missions scientifiques d'archéologie préventive de l'Inrap dans le Domaine Public Maritime (DPM) ultramarin.

Il concerne l'affrètement, dans le cadre de diagnostics ou de fouilles archéologiques sur les différentes façades maritimes françaises, de **navires support professionnels de taille moyenne, sans cabines à bord, pour accueillir jusqu'à 10 archéologues-plongeurs avec équipements**, avec un retour au port chaque soir.

Ne disposant pas de navire support surface de taille suffisante pour le déploiement de ses équipes au large des côtes, le Pôle des activités subaquatiques de l'Inrap recherche, pour améliorer et accroître ses compétences opérationnelles, un ou des opérateurs économiques pour la location de navire support de taille moyenne.

Ces prestations comprennent :

- le navire support, son carburant et son équipage ;
- Les équipements techniques et de sécurité nécessaire à la bonne marche du navire ;
- La mobilisation, démobilisation et transit du navire et des personnels nécessaires pour leur bonne mise en œuvre ;
- Le déploiement de l'opération d'exploration et/ou d'excavation sur les opérations avec les archéologues à bord ;
- les éventuels matériels techniques complémentaires (pour les lots des territoires ultra-marins).

Les zones géographiques du DPM et les espaces proches sont les suivantes :

- **Lot 1** : le DPM de la Guadeloupe et de la Martinique ;
- **Lot 2** : le DPM de Saint-Martin et Saint-Barthélemy ;
- **Lot 3** : le DPM de la Guyane ;
- **Lot 4** : le DPM de La Réunion ;
- **Lot 5** : le DPM de Mayotte.

Le lot 1 est multi-attributaires (2 rangs) et les lots 2 à 5 sont mono-attributaires.

Pour les distances maximales à la côte, la limite d'intervention usuelle est jusqu'à la limite extérieure de la zone contiguë (24 milles marins). Les profondeurs attendues vont jusqu'à plusieurs centaines de mètres de profondeur.

Cependant, occasionnellement, certaines missions pourront être menées jusqu'à la limite de la zone économique exclusive (ZEE – 200 milles marins). Les profondeurs peuvent être supérieures à 1000 m.

L'isobathe des 50 m constitue la limite des interventions en scaphandre autonome des archéologues-plongeurs de l'Inrap ; la distance à la côte varie donc sensiblement d'un secteur géographique à l'autre. La catégorie de navigation du navire devra donc être conforme à la distance à la côte pour pouvoir intervenir jusqu'à 50 m.